

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
14 au 20 janvier 1999



10,00 F

## De l'antifascisme à la révolution

**A**INSI DONC, EN DÉCEMBRE 1998, le F.N. a implosé... par lui-même. Les hyènes s'entre-déchirent avec une rupture qui oppose un « César-Le pen » à un « Brutus-Mégret ». Ce dernier, s'offusquant du « despotisme » du premier, espère emmener une fraction du parti fasciste dans une stratégie d'alliance avec la droite. En effet, si Mégret a provoqué la scission, ce n'est pas simplement pour être calife à la place du calife : la « nouvelle génération » de fascistes veut sortir de la simple contestation de « l'establishment » pour devenir à court terme un parti de gouvernement. Dans cette perspective, les alliances avec la droite sont incontournables, quitte à mieux la digérer plus tard. Le petit Vitrollais, qui a bien retenu les leçons de l'histoire et la façon dont Hitler est parvenu au pouvoir, est donc tout aussi dangereux que le fachopopuliste Le Pen, sinon plus.

### Qui fait le jeu du fascisme ?

Si fascisme et démocratie libérale ne sont pas identiques, les deux ont pour fondement le système capitaliste à savoir l'exploitation des individus et leur contrôle. Les deux s'appuient sur la bourgeoisie et son bras serviteur : l'État. Le fascisme est en fait un mode de gestion, appelé à la rescousse quand les choses vont mal. Or, depuis vingt ans,

avec une gauche très souvent aux commandes, c'est l'aggravation du chômage de masse, la précarité, les zones ghettos, bref, tout ce qui fait le lit de la vermine fasciste. Le F.N. a bien servi de repoussoir à nos gouvernants pour faire passer en douce toutes les mesures antisociales. Il est temps d'ouvrir les yeux sur les res-

ponsabilités de ceux qui nourrissent chaque jour le ventre de la bête immonde et qui ensuite, vont se réjouir devant les caméras de la scission du F.N. en la présentant comme une « victoire pour la démocratie » ! Afin de parer aux risques de révoltes, la gauche répond désormais par le tout sécuritaire. À la

Duchère (quartier lyonnais) par exemple, Gérard Colomb, maire P.S. d'arrondissement, double les effectifs de police, crée une brigade mobile d'intervention, développe la vidéo-surveillance, les milices privées de gardiennage et installe grillages et interphones pour les écoles. Par ailleurs il crée une agence ANPE et une annexe de mairie. Quel bel exemple de politique sociale!

### Développer les luttes sociales et révolutionnaires

Nous n'avons rien à espérer de la gauche plurielle pour éviter le pire. Ses grenouillages politiques autour de la future présidence de Région montrent toutes les limites de leurs mascarades « républicaines et citoyennes ». Alors,

pour éviter que les rats ne reviennent plus forts et plus nombreux, c'est bien aux causes qu'il faut s'en prendre et non se contenter de manifester contre les effets. Notre seule voie, ce sont nos luttes : dans notre quartier, à notre boulot, dans la rue. Avec des objectifs clairs et sans ambiguïtés : l'égalité économique et sociale de toutes et de tous, l'autogestion généralisée et donc le refus de toute forme de gouvernement. Rappelons-nous qu'en 1995, au moment du vaste mouvement social contre la réforme Juppé, le F.N. avait le profil bas. Cela montre bien une chose : les « idéalistes » et les « utopistes » sont ceux qui croient pouvoir battre le fascisme dans les urnes et dans les sphères du pouvoir.

Gruppe Kronstadt (Lyon)



### Lettre ouverte aux élus du Parti socialiste

**V**OUS AVEZ, lors des dernières élections législatives puis aux élections régionales et à leur présidence fait campagne sur le thème de la lutte contre l'extrême droite. Volonté politique ou leurre ?

La question mérite d'être posée dans le cas du député-maire de Noisy-le-Grand, qui non content d'autoriser la construction d'une chapelle pour les intégristes de la fraternité saint Pie X dans sa commune (alors que son prédécesseur - RPR - s'y était refusé) attaque en justice le Monde libertaire pour diffamation. L'hebdomadaire de la Fédération anarchiste relayait effectivement

dans ses pages le jeu plutôt trouble de M. Pajon dans sa commune, ainsi que ses mesquineries à l'encontre du collectif noiséen de vigilance contre l'extrême droite, lequel regroupe des organisations de la gauche plurielle. Après J-L Debré (alors ministre de l'Intérieur) puis J-M Le Pen, c'est maintenant un élu socialiste qui prétend s'attaquer à la liberté d'expression. En effet, M. Pajon ne réclame pas moins de 130 000 F, ce qui pour un journal qui vit sans subvention ni publicité ressemble de près à une condamnation à mort... J-L Debré et J-M Le Pen n'en demandaient pas tant !

Curieusement, M. Pajon, qui ne s'est jamais personnellement prononcé sur le fond de cette triste affaire, n'a pas sollicité un droit de réponse lors de la parution de l'article incriminé. De même, il a refusé la proposition de débat contradictoire sur Radio libertaire qui lui fut proposée afin qu'il justifie l'autorisation donnée à l'implantation de la secte proche du Front national.

Le Monde libertaire a le droit de dénoncer les faits et agissements de l'extrême droite. Comment n'aurait-il pas le droit de dénoncer ce qui lui apparaît comme de la complaisance ?

L'indignation des militants de la Fédération anarchiste a fait place à la colère devant l'attitude de cet élu. Alors que le tribunal a cassé sa plainte pour nullité de procédure (non respect des droits de la défense), M. Pajon fait appel de cette décision. Que conclure d'un tel acharnement ?

Mesdames, Messieurs les élus du Parti socialiste, nous vous demandons d'intervenir auprès de Michel Pajon pour lui rappeler la place prise par les anarchistes dans la lutte contre tous les fascismes.

Il nous semble que la lutte pour la liberté d'expression fait elle aussi partie de la lutte antifasciste.

Fédération anarchiste

On trouvera en page 8 de ce numéro une chronologie des faits.

### EDITORIAL

Et un de plus ! Un rapport de plus, remis à Jospin par la mission interministérielle de lutte contre la drogue (Mildt), vient de conclure à l'inadaptation de la législation sur les stupéfiants par rapport à la réalité et ainsi remettre en cause les motifs de la pénalisation et de la répression. Déjà en 1988 et 1994 de précédents rapports étaient arrivés à des conclusions semblables. Pourtant, en terme de répression et dans le quotidien de millions d'usagers, rien ne semble réellement changer. Ces rapports ont l'avantage de poser le débat de façon publique et surtout de remettre en cause de nombreuses idées reçues servant à diaboliser certains produits et certaines catégories d'usagers. Une affirmation importante est celle de la remise en cause de la division entre drogues licites et drogues illicites. Il est notamment reconnu que les substances les plus nuisibles sont deux drogues légales, l'alcool et le tabac. 60 000 personnes meurent chaque année du tabagisme en France ainsi que 20 000 d'alcoolisme. Pendant ce temps, le cannabis, dont les usagers sont socialement marginalisés, contrôlés, réprimés et même incarcérés, n'a encore jamais été directement mortel. De même une classification des différentes drogues, opérée sur des bases scientifiques indiscutables en fonction de la dangerosité des produits et non pas de leur statut légal, met en avant un premier groupe comprenant la cocaïne, l'héroïne et l'alcool, un second regroupant un grand nombre de médicaments, le tabac et les hallucinogènes et enfin un troisième, bien en retrait, où l'on trouve le cannabis. Au vu de ces résultats, on se rend vite compte de l'absurdité des politiques de répression. On peut alors se demander pourquoi la pénalisation de certaines drogues est aussi tenace. Pourquoi la prohibition a-t-elle la vie aussi dure ? Des intérêts d'ordre géopolitiques, économiques, répressifs, de contrôle social et une certaine morale font certainement parti de la réponse. Bien évidemment, nous ne pouvons nier le caractère aliénant de toutes les drogues et les dangers physiques d'un bon nombre d'entre elles. Sans supprimer la constante recherche du plaisir et de l'évasion, une société garantissant l'émancipation des individus et leur assurant une sécurité matérielle et morale permettrait certainement de réduire le caractère aliénant et de fuir des différentes drogues. Les niveaux et le mode de consommation de drogue sont aussi le reflet de l'état des sociétés. En attendant, il y a toujours urgence à prôner et revendiquer la dépénalisation afin de stopper la criminalisation de millions de consommateurs, d'avoir une politique sanitaire cohérente et efficace face au sida et aux hépatites et enfin d'éviter l'enfermement et donc la destruction de milliers d'individus. Aujourd'hui encore, on se meurt dans les prisons, isolements-pourrissoirs de l'État.

ISSN 0026-9433 - N° 1147

M 2137 - 1147 - 10,00 F



FOP 2520



# L'Internet: espace libertaire?

**L**OBSERVATION DE CE NOUVEAU média de communication qu'est Internet est nécessaire car son évolution exponentielle interroge: quels sont les usages et les pratiques sociales engendrées par son avènement et surtout quelles en seront les répercussions sur notre vie quotidienne? Malheureusement, il ne semble déjà plus possible d'aborder la question de l'Internet dans sa globalité, le système est déjà devenu par trop complexe: les enjeux économiques, politiques, anthropologiques, psychologiques, techniques, sociologiques... en font un objet d'étude complexe induisant pour l'observateur de ne pouvoir mener son observation que sur des zones restreintes du réseau.

Mais est-il nécessaire de présenter ce qu'est l'Internet? Les lecteurs attentifs de la rubrique de « Blue Eyed Keyboard » en ont certainement un bon aperçu. Pour mémoire l'Internet est un réseau informatique (ordinateurs reliés

en permanence entre eux). L'internaute, branché sur ce réseau par l'intermédiaire d'un ordinateur, peut ainsi recevoir, rechercher, diffuser, transférer de l'information: en bref, communiquer de l'information. L'explosion de l'Internet est d'ailleurs à comprendre dans les besoins actuels qu'ont les scientifiques et les entreprises de l'information.

## Quelles sont les perspectives?

Actuellement sur la scène théorique s'affrontent deux thèses (je caricature beaucoup). Les uns ont une vision favorable de l'avènement de l'Internet, les autres une vision plutôt défavorable. En tout état de cause, il est postulé par les tenants de ces deux thèses que les technologies engendrent des effets structurants sur la société. Et il est vrai, d'un point de vue historique, sans être particulièrement technophile, que les technologies semblent provoquer des changements sociaux. De grandes étapes

d'évolution de l'humanité sont souvent corrélées à des innovations technologiques. Dans les domaines des techniques de communication, l'écriture ou plus récemment l'imprimerie, voire le téléphone en sont certainement des illustrations marquantes. Nous savons par ailleurs les répercussions qu'ont eu les technologies sur les conditions de travail de l'être humain

## Deux thèses en présence...

La position optimiste serait illustrée par une position extrême dans l'attente de l'apparition d'une véritable cybersociété mondiale et planétaire: dans ce cadre certains peuvent espérer que nos sociétés ont mûri, qu'elles ont appris que l'on peut utiliser le progrès technologique pour le bien de tous. Mais les propositions des auteurs restent très traditionnelles et sont inscrites dans un schéma de pensée de socio-démocratie libérale qui reste profondément sujet à caution. Le « E-Vote », ressemble à s'y méprendre à une possibilité de sondage immédiat, dont on voit ce que l'on peut faire dans le cadre d'une manipulation collective de l'information.

La position plutôt pessimiste postule la possibilité d'instauration d'une véritable « cyberdictature » (« une apocalypse culturelle »): contrôle technique du réseau, nivellement de la connaissance par le bas, contamination de la planète par une et une seule culture (américaine). Dans ce cadre les groupes dominants auraient réussi à apprendre à neutraliser les aspects socialement émancipateurs du réseau.

En fait, ces positions extrêmes sont critiquables. D'une part parce qu'elles postulent que le monde est toujours changé par les technologies, or cela n'est pas obligatoire: une technologie et singulièrement une technologie de la communication ne s'impose que si et seulement si la société dans laquelle elle émerge y trouve son besoin. Par ailleurs, l'émergence d'un nouveau média n'enrichit pas nécessairement le débat politique (les données fondamentales de notre société: pouvoir, exploitation etc. restent identiques).

Il existe probablement une position de synthèse, entre ces deux propositions extrêmes: « on ne peut écarter l'éventualité que... rien ne va changer! On peut probablement considérer que les groupes qui nous gouvernent (et ceux

qui ont intérêt à la poursuite de l'informatisation) n'ont rien appris sur le fond, mais que du seul fait qu'ils disposent du pouvoir, se contentent de bloquer les solutions organisationnelles qui ne leur sont pas favorables » (Guy Lacroix, *Le mirage Internet, enjeux économiques et sociaux*, Ed Vigot, 1997). Il resterait donc, et singulièrement aux anarchistes, à inventer, à proposer, à mettre en acte des solutions organisationnelles (éventuellement par l'intermédiaire d'Internet) respectueuses de notre existence d'être humain.

## Internet espace libertaire?

La lecture de la presse (informatique et de grand public), ou des ouvrages présentant Internet font quelquefois apparaître, à notre grand étonnement, l'existence supposée d'une filiation, voire d'une quasi homologie entre l'univers constitué par l'Internet et les théories organisationnelles des libertaires. L'Internet serait, à en croire certains, un « espace libertaire ».

On voudrait y croire. Il reste de toute façon une réflexion fort intéressante à mener sur le contenu même des relations entre l'univers libertaire et l'univers constitué par l'Internet. L'exemple d'un auteur comme J-C Guédon nous donne quelques pistes: « par sa décentralisation, par son autonomie relative par rapport aux moyens physiques de transmission, par sa manière de se jouer des frontières, l'Internet donne parfois l'impression qu'une certaine anarchie est à l'œuvre et qu'elle fonctionne. En réalité, plus que d'anarchie, il faudrait parler d'espace ouvert à une appropriation d'inspiration libertaire. Par exemple, en favorisant les communications et les flux d'informations les plus diverses, on peut suivre les situations politiques de beaucoup plus près et surtout de plusieurs points de vue. L'Internet permet également de court-circuiter de nombreuses structures de pouvoir ce qui revient à les affaiblir. » (*La planète Cyber*, Ed Gallimard, Collection découverte, 1997).

## Une remise en cause de l'État?

Il existe aussi un autre point à évoquer qui peut probablement donner aux libertaires de l'intérêt à l'existence de l'Internet. C'est probablement dans la question de la remise en cause de l'État que la rencontre entre le projet libertaire et les potentialités de l'Internet trouve son illustration la plus intéressante. Nous le savons: l'État ne peut exister que dans une centralisation des éléments essentiels à son fonctionnement. Or nous l'avons évoqué, la technologie de l'Internet est totalement opposée à une vision centralisatrice.

Par nature, l'Internet induit une remise en cause des frontières et/ou des États. La force de l'État s'illustre, entre autres, par sa possibilité de répression: il existe aujourd'hui plusieurs exemples de l'inefficacité des mesures traditionnelles de « puissance publique » sur le net (par exemple dans l'impossibilité d'appliquer la réglementation du cryptage).

Il pourrait donc exister une logique interne aux réseaux du type Internet: celle des internautes désirant utiliser les potentialités interactives du réseau et désirant laisser sa dynamique d'autorégulation s'imposer et se développer sans interventionnisme de l'État. L'un des fondements de l'anarchisme s'inscrit dans une critique vive du rôle de l'État dans notre société et dans une volonté affirmée de contribuer à la disparition de cette instance de pouvoir. Il est donc évident que les libertaires trouvent dans l'existence de l'Internet, quelques ouvertures qu'il serait dommage de ne pas utiliser.

Eric Zolla  
zollaeric@aol.com



**Retrouvez la Fédération anarchiste sur le web**  
*Radio libertaire, le Monde libertaire...*  
<http://federation-anarchiste.org/>

**Autorisation de prélèvements**  
 80 F par trimestre abonnement normal  
 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR  
 N° 42 25 73

ORGANISME CREANCIER  
**PUBLICO - LE MONDE LIBERTAIRE**  
 145, rue Amelot 75011 Paris

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)  
 NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
 N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)  
 NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
 N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER  
 Etablis. Codes Guichet N° de compte

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde libertaire.

Date \_\_\_\_\_  
 Signature obligatoire \_\_\_\_\_

IMPORTANT: merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

**le monde libertaire**  
 Rédaction-Administration: 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 Fax: 01 49 29 98 59

**Bulletin d'abonnement**

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)  
 Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
 Pays \_\_\_\_\_ A partir du n° \_\_\_\_\_ (inclus).  
 Chèque postal  Chèque bancaire   
 Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

**Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.**  
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:  
 145, rue Amelot, 75011 Paris  
 Directeur de publication: André Devriendt  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,  
 76200 Dieppe.  
 Dépôt légal 44145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 - La Vigie  
 Diffusion N.M.P.P.



# La non-pensée Cohn-Bendit

**D**ANS UNE NOUVELLE célébré, où l'humour se teint d'une touche de fiction poétique, on voit évoluer dans un lieu de villégiature un personnage qui fascine l'assistance. Il excelle dans chacune des qualités qu'on lui prête et répond toujours à ce que l'on attend de lui. Jusqu'au jour où un pensionnaire, intrigué par cet individu dont finalement on ne sait rien, veut le surprendre dans sa chambre. Stupéfaction ! Il n'y a personne. À peine rendu à lui-même, l'illustre inconnu n'a plus besoin de paraître et disparaît. Il n'était que la projection de ce que chacun voulait voir en lui. Ce tableau nous éclaire sur un des phénomènes de l'aliénation moderne, la représentation politique au miroir des médias. Et si l'on cherche un exemple récent de ce que produit aujourd'hui la démocratie représentative, Daniel Cohn-Bendit peut faire l'affaire: son image occupe tous les médias sans qu'on réussisse à trouver le moindre contenu à sa pensée, le moindre projet dépassant les banalités démagogiques d'usage. Représentant pris tout entier dans la représentation, il n'a jamais fait que paraître, mais en renvoyant à tous les petits-bourgeois intellectuels l'image qu'ils veulent avoir d'eux-mêmes et de leurs palinodies. « Je suis toujours étonné par la faculté de transformation des êtres humains. Tout est toujours possible », confiait-il à un chroniqueur dévoué de *Télérama* (3 septembre 1986).

## Illusion de changement

Ne lui demandons donc pas plus que ce qu'il est: une étiquette. Lui-même le proclamait crûment quand, au début du règne de Mitterrand, il réapparut un moment sur la scène pour vendre à Europe 1, et à Ivan Levaï, fondateur de l'émission « Radio libre à... », la marque qu'il avait en dépôt depuis Mai 68: « En France, il me suffit de jouer sur mon nom, et une certaine renommée. Je suis bien décidé à les utiliser » (*Le Monde*, 7 octobre 1982). Et à se laisser utiliser, ce qui est du pareil au même. La raison de cette entre-

prise: « Pour le fric » avait-il alors avoué.

La démocratie ne peut vivre sans l'illusion de la division et du changement, sans une opposition fictive qui redonne quelque relief à un paysage désespérément nivelé. Le Pen lui-même risque de ne pas arriver entier au rendez-vous pour cause de désertion d'une partie de ses troupes, privant ainsi la classe politique d'un repoussoir-paravent. Par chance pour la gauche, la célébration de Mai 68 a opportunément remis en lumière la figure ludique du Mouvement, dans laquelle la néo-petite-bourgeoise rentrée dans le rang peut reconnaître deux au moins de ses attributs: manipulateur des médias capable de brasser du vent, fabricant de rhétorique critique minimale destinée à donner le change.

Rien de mieux, en l'occurrence, pour savoir de qui et de quoi on parle que de savoir qui en parle et pourquoi. Écoutons donc Michel Schiffrès, du *Figaro*: « Faisons le compte: l'irruption de Daniel Cohn-Bendit dans le débat est une pro-

messe de rénovation, notamment du langage politique » (12-13 décembre 1998). Alain Genestar, du *Journal du dimanche*: « Encore à gauche, les Verts, emportés par Cohn-Bendit, ont renouvelé à leur manière le débat politique, donc l'intérêt pour la politique » (13 décembre 1998). Même son de cloche au *Canard*, sous la plume de Bernard Thomas: « Souvent agaçant, le pote à gratter rouquin. Mais avec cet espionnage dans le feuilleton récurrent du candidat horrible, l'année qui vient sera peut-être politiquement moins fadasse que la précédente » (30 décembre 1998).

## Feinte dissidence

De même que les soixante-huitards assagis ont su, grâce à leur passé, jouer sur les deux tableaux de la modernité, de même Cohn-Bendit réactive dans le champ politique l'opposition factice entre le conformisme et la feinte dissidence, laquelle est loin d'être homogène: Verts, Rose et Rouges tradition, Rouges vifs se disputent un électo-

rat volatil et assez peu fixé sur la couleur. Dès lors, rien d'étonnant de voir la tête de liste des Verts malmenée dans *Les Inrockuptibles*, porte-voix de la même gauche décomplexée que celle dont Dany est lui-même un des porte-parole, mais qui « cible » une autre tranche de voix errantes, et pour qui Mai 68 sent le réchauffé.

Dany clone de Madelin ou de Tapie, libéral, libertaire, libéral-libertaire, comme on le laisse bêtement entendre? Voire. Rien de tout cela, rien d'autre au contraire que l'image de synthèse du pseudo-oppo- sant, un leurre, et surtout un spécimen parmi tant d'autres d'une classe dont il a suivi l'évolution pas à pas, de la contestation à la prestation de services, mais en gardant le débrillé du ton et de la tenue. Aussi n'est-ce pas sans raison qu'il peut jouer les incompris et s'offusquer, car le « grand virage du réformisme », tous l'ont négocié comme lui, fût-ce en empruntant des voies plus obliques (1).

## Alliance de classe

Dans le même numéro de *Télérama*, la grenouille petite-bourgeoise donnait sa version du compromis historique dont révaient les ex-enragés: « L'État et la société ne nous ont pas récupérés, nous nous sommes imposés. Ils sont obligés d'accepter, avec notre participation, un nouveau type de consensus. » En fait, une nouvelle alliance de classe entre « nous » et « eux », pour une meil-

leure division du travail! Le tort de Cohn-Bendit serait-il de ne pas savoir tenir sa langue et de vendre la mèche? Pierre Bourdieu et sa fine équipe institutionnellement correcte n'aspirent pas à autre chose, mais ils le disent autrement, et préfèrent d'autres moyens pour arriver à ce consensus avec l'État et la société. Ne nous y trompons pas. L'économiste de service Alain Lipietz, qui après être passé par toutes les couleurs du rouge a jeté ses racines chez les Verts, n'aurait pas de mal à se retrouver avec les critiques du petit timonier des écolos. Et pour cause. Tous appartiennent à l'album de famille de la même classe.

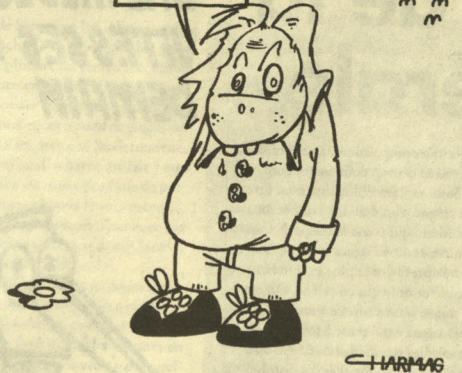
Alors que pour l'Europe les jeux sont faits, les électeurs refaits depuis belle lurette, et la prochaine partie jouée d'avance, faire de Cohn-Bendit un quelconque enjeu polémique, c'est le conforter dans son rôle et répondre à ses vœux. Faux débats à propos de faux, vaines critiques de gens qui n'en finissent pas de découvrant midi à quatorze heures, en attendant qu'un nouvel appel des urnes et le danger d'une revanche de « la droite », voire de l'extrême droite, ne ramène tout ce beau monde dans le même rang. En France aujourd'hui, tout finit non plus par des chansons, mais par des élections!

Louis Janover

(1) Sur cette classique trajectoire « de classe », voir J.-P. Garnier et L. Janover, *La Pensée aveugle*, Paris, Spengler, 1993, et L. Janover, *Voyage en feinte-dissidence*, Paris-Méditerranée, 1998.

SOYEZ RÉALISTES

VOTEZ POUR MOI!



## En bref

■ Une librairie anarchiste à Montpellier? Une souscription est lancée: chèques (ou prélèvement automatique) à l'ordre du C.D.P.L à adresser à l'Antre anar, 5, rue Jeanne d'Arc, 34000 Montpellier.

■ Vous pouvez rencontrer le groupe « Asturias » de la F.A. à la librairie La Mauvaise graine (2, rue Pailon) le samedi de 15 h 30 à 18 h 30 et le dimanche de 10 à 13 h. Adresse postale: ELS, B.P. 297, 42016 Saint-Etienne.

■ Le groupe de Metz de la F.A. a édité un recueil des textes écrits par Georges Brassens dans *Le libertaire*. 10 F. A commander à CRES, B.P. 113, 54510 Tomblaine.

■ Parution du numéro de janvier d'*Alternative libertaire*. Ballets roses, réseaux d'exploitation d'enfants, incendie du journal *Pour*, tueurs du Brabant, affaire Dutroux, chappe de plomb et de silence autour des témoignages accablants des témoins X et particulièrement de Regina Louf... Depuis plus de vingt ans, la Belgique est secouée par des affaires « non-résolues » qui remontent jusqu'aux sommets de l'Etat. C'est le dossier central du numéro 213 d'*Alternative libertaire*. Disponible à la librairie du Monde libertaire ou par correspondance (20 F l'exemplaire ou 150 F l'abonnement pour les lecteurs du ML) en envoyant un chèque à Roger Noël, *Alternative libertaire*, BP 103, 1050 Ixelles 1, Bruxelles, Belgique.

abonnez-vous!

## Faits d'hiver Le petit Jésus enlevé par des anarchistes

Néron, Gengis Kahn, Karl Marx, Lénine, le grand Orient, Staline, Hitler, Mussolini, les Brigades Rouges, la bande à Baader, la bande à Khomeny, NTM, Renaud, Groucho Marx, Lucifer, Luther, Charlie Hebdo, les trotskistes machins et trucs, l'abbé Chamel et autres monseigneur Gaillot... y avaient bien pensé, mais...!

Des anarchistes italiens, sans foi ni loi, sans dieu ni maître et, on le suppose, sans papiers ni domicile fixe, y ont également pensé, mais, contrairement à tous ces petit-bourgeois réactionnaires culs bénis de toutes les bondieuseries de l'aliénation capitaliste, ont osé.

Ils ont, en effet, osé enlever l'enfant Jésus d'une crèche de Noël, à Turin, et exigent, en échange de sa libération, celle d'un camarade emprisonné, Silvano Pelissero, arrêté au printemps dernier pour une tentative présumée de sabotage contre un train à grande vitesse.

« Libérez immédiatement Silvano, ou Jésus est mort » menacent-ils dans une lettre adressée à « La Repubblica » et publiée il y a quelques jours par ce quotidien.

Pour authentifier leur revendication, nos camarades ont joint à cette lettre une photo de la statue en bois de Jésus portant dans ses mains les « unes » de deux journaux datés du jour où Jésus a été enlevé.

Est-il besoin de le préciser, nous nous réjouissons de cette prise d'otage et, quelle que soit l'issue des négociations, nous espérons que l'enfant Jésus ira finir ses jours dans le poêle à bois de quelques malheureux désargentés.

Ce n'est, en effet, pas parce que Dieu n'a jamais existé qu'il ne faut pas s'en débarrasser.

Je vous laisse réfléchir là dessus.

Jean-Marc Raynaud



# Agriculture: du bio au vrai-faux bio...

**S**OLS DÉGRADÉS, EAUX POLLUÉES, BOCAGE DÉTRUIT, ALIMENTS nocifs (à tel point que ceux qui les produisent n'osent plus les consommer): l'agriculture intensive connaît une crise grave. Par contre, l'agriculture biologique devient incontournable. La vache folle étant passée par là, elle n'est plus regardée comme la religion de quelques doux rêveurs en butte au dogme du progrès. Parce qu'elle a fait ses preuves, elle bénéficie d'une reconnaissance officielle. Faut-il crier victoire pour autant?

## De nombreux obstacles institutionnels et économiques

Tout d'abord, l'agrobiologie a dû, et doit encore vaincre une série de difficultés. L'enseignement: on peut faire des études agricoles aujourd'hui sans avoir jamais entendu parler d'agriculture biologique! L'agriculture française a refusé de prendre en compte les spécificités de la « bio », et lui applique indistinctement ses règlements. Par contre, la production classique peut bénéficier d'aides inaccessibles aux « bios ». Les taxes que paient tous les producteurs, y compris les bios, servent à financer la promotion et le développement du produit classique, sans que rien ne revienne à la filière bio. Par ailleurs, les lobbies de l'industrie du pétrole ne se privent d'aucun moyen pour contrarier l'essor d'une agriculture sans pesticides ni engrais chimiques. Concernant l'information du consommateur, tous les coups sont permis: c'est-à-dire que la confusion soigneusement entretenue et l'amalgame sont de règle, entre « naturel », « diététique », « du terroir » et autres labels de complaisance.

## Une récupération prévisible

Une grande sensibilisation aux risques sanitaires a provoqué une véritable explosion de la demande en produits biologiques (+20% en 1997). Pour répondre (de manière désintéressée, faut-il le préciser) à cet intérêt croissant, la grande distribution

joue la carte bio: synonyme de santé et de respect de l'environnement, le bio est porteur. Ainsi en 1997, les grandes et moyennes surfaces (Carrefour et Auchan notamment) ont drainé environ 38% de la distribution des produits bio (objectif 50% en l'an 2000). Victoire? Erreur funeste plutôt. À mesure que la bio progresse, les risques de dérive se précipitent. Deux écueils redoutables menacent la progression: l'industrialisation des filières et la diminution des contraintes de production. Le système capitaliste ne tolérera le développement de l'agriculture biologique que pour autant qu'il imposera ses conditions de production (gros exploitants ou petits producteurs... surexploités) et ses circuits de distribution. Dans un contexte de libéralisme sauvage, la délocalisation atteint aussi la bio. Des gros distributeurs (tel Carrefour) achètent des terres et mettent en place des productions biologiques au Maghreb: d'où des tomates « bio » en provenance du Maroc et produites par une main-d'œuvre sous-payée. Parce que la production capitaliste ne s'accommode pas de la qualité, le cahier des charges européen de la production animale, qui doit être prochainement adopté à Bruxelles, risque d'aligner la France sur les pays les plus en retard en matière de réglementation bio (de fortes pressions visent à son inflexibilité). D'où la production massive et moins chère d'un « bio »... industriel. Déjà l'importance de la demande par rapport à l'offre autorise de nombreuses fraudes (importations douteuses, produits retransformés et reconditionnés). Si l'on considère les différents critères: temps de reconversion des exploitations, liaison au sol, densité des animaux, parcours et aires d'exercice extérieurs, alimentation des animaux, traitements allopathiques, tailles d'élevage, âge minimum d'abattage... ils seront tirés vers le niveau le plus médiocre.

## Un engouement fallacieux

Souhaitant récolter les fruits des arbres plantés par d'autres il y a vingt ans ou plus, tout le monde aujourd'hui s'affiche bio. Son entrée dans le monde du business risque d'être fatale à

l'agriculture biologique si elle ne s'accompagne pas d'une transformation profonde de la société. Alors que le marché européen, en progression constante, est estimé à 150 milliards de francs, il ne faut pas croire que les industriels et les financiers, plus soucieux de rentabilité et de profits immédiats que de qualité et de justice sociale, traiteront avec plus d'égard les agrobiologistes qu'ils ont traité (et traitent encore) les agriculteurs classiques. L'intégration par les groupes privés guette les plus naïfs ou les plus démunis. Les géants de la production agrochimique et pharmaceutique, les spécialistes des processus d'alimentation, les experts en dépollution s'entendent à merveille... quand ce ne sont pas les mêmes. L'objectif étant d'accroître leurs capacités de contrôle sur l'ensemble du système de production alimentaire. Si, en effet, pendant des millénaires, les plantes cultivées ainsi que les semences qui permettaient de les multiplier, ont été la propriété collective des peuples, aujourd'hui les variétés hybrides à haut rendement mettent le monde paysan sous la dépendance des grandes compagnies industrielles.

Éthique avant d'être un marché, l'agriculture biologique n'aura réussi que si elle permet, par un coût en rapport avec les revenus, à toutes les couches sociales de toutes les populations d'accéder à une alimentation de grande qualité. L'enjeu n'étant pas de diminuer le surcoût justifié de l'agriculture biologique (puisque'elle coûte en fait moins cher que l'agriculture conventionnelle lorsque celle-ci a intégré tous les coûts cachés répercutés sur l'ensemble de la société), mais de lutter pour une revalorisation substantielle des salaires. Conviction contre mercantilisme... le capitalisme aura alors nécessairement disparu. Cet enjeu trouve son expression la plus méprisante et la plus cynique dans la déclaration d'un industriel morbihannais du porc lors de l'inauguration de ses installations devant l'establishment départemental: « C'est vrai, nous avons vu notre abattoir un peu grand, mais nous, industriels du porc, sommes optimistes. Nous avons confiance parce que le porc, c'est la viande du pauvre, et des pauvres, il y en aura de plus en plus »!

J-P Tertrais. - groupe La Commune (Rennes)

# Libérons-nous de la médecine libérale

**L**A MINISTRE MARTINE AUBRY fait semblant d'être sévère avec les médecins mais les mesures de sanction qu'elle avait prévues en cas de dépassement collectif des enveloppes de remboursement des soins étaient tellement mal ficelées que le conseil constitutionnel les a rejetées. C'est à croire qu'elle voulait juste mettre les médecins en garde. Son message est simple: si vous voulez continuer à vous en mettre plein les poches avec le système actuel, essayez de ne pas le tuer. Ces derniers sont tellement habitués à se servir sur le dos de la sécu qu'il n'y prennent même pas garde. Il faudrait peut-être penser à leur expliquer de manière plus radicale que la collectivité est décidée à payer pour la meilleure médecine possible mais pas pour leur train de vie.

Toubib, tu gagnes trop de fric sur le dos des malades et de la sécurité sociale! Quand est-ce que l'un des acteurs « officiel » du système de santé va avoir le courage de dire cela. Que les médecins ne le crient pas sur les toits, c'est normal. Que le ministre n'en fasse pas un de ses chevaux de bataille, on l'explique sans peine. Mais comment se fait-il que les syndicats en charge de la gestion de l'assurance maladie (FO puis la CFDT) n'en évoquent même pas l'idée? C'est à croire qu'ils ont tous intérêt à ce que le système de la médecine capitaliste dure. Il faut dire que ça rapporte énormément et à tous les protagonistes (syndicats

compris). Dans le domaine de la rémunération des professions de santé par la collectivité, c'est la loi du silence qui prévaut. Celui qui ose dire que consommer toujours plus de soins, par ailleurs toujours plus chers, n'est pas la plus sûre garantie d'une bonne médecine, est immédiatement accusé de vouloir rationner la santé.

## Non à la médecine du fric

Mais au fait, qui paye les médecins? Il ne s'agit pas des malades, mais de l'ensemble des salariés par l'intermédiaire de la sécu. Les médecins sont ainsi la seule profession libérale dont on sache ce qu'elle gagne réellement: il suffit de mesurer les remboursements. Et le résultat est édifiant: cela va, en moyenne, de 25 000 F mensuels pour un généraliste à 100 000 F pour un radiologue ou un laboratoire d'analyse médicale. Voilà qui laisse à penser que si aucun d'eux ne frise le SMIC certains accumulent de véritables fortunes. Or, ce sont ceux qui gagnent le plus qui crient aussi le plus fort dès la plus petite réduction de revenu. Les Arpagons de la radiologie ont eu l'impudence, il y a peu, d'arrêter l'expérience de dépistage systématique du cancer du sein pour protester contre d'hypothétiques baisses du prix des actes. Le système médical est simple mais inadmissible: privatisation des bénéfices de la médecine et nationalisation des déficits de la sécu.

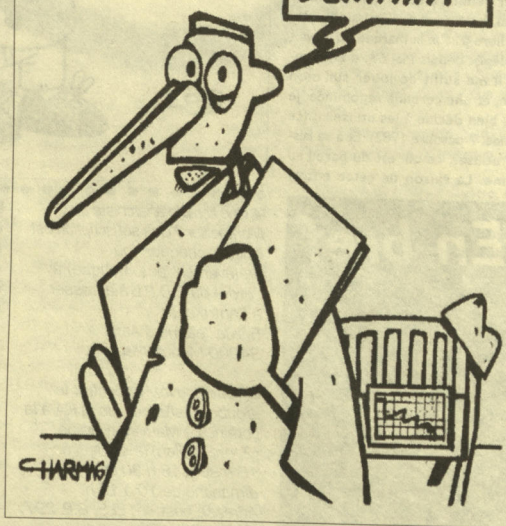
Quelques propositions, assez simples à mettre en oeuvre, pourraient pourtant améliorer rapidement la situation. Etre bien soigné c'est d'abord avoir accès à un médecin qui prend le temps de vous examiner et de dialoguer avec vous afin de vous prescrire le plus exactement possible ce qui vous convient. On est mal soigné si on s'adresse à une « caisse enregistreuse » qui traite à toute vitesse des maladies standardisées, de 7 h 30 à 21 heures: autant installer des distributeurs automatiques d'ordonnances. Si on évalue la consultation à 20 minutes et la journée de travail à 8 heures, cela fait 24 patients par jours. Il faut installer un quota de malades au delà duquel les actes ne sont plus remboursés. On serait mieux soigné mais, évidemment, les médecins gagneraient souvent moins. Dans le cas des radiologues, c'est très simple: ils gagnent beaucoup trop, il faut réduire le prix des actes. Autre proposition ultra simple et logique: le médecin devrait être obligé de prescrire le médicament générique quand il existe. Bref, il s'agit pour être mieux soigné de se libérer de la médecine libérale. Celle-ci a un objectif, gagner le plus d'argent possible en soignant, au passage, les malades.

Les libertaires seraient plutôt enclin à une médecine qui soigne le mieux possible les malades en permettant aux médecins de gagner leur vie, au passage, comme les autres.

Franck. - groupe Sabate (Rennes)

UNE MÉDECINE À DEUX VITESSES POUR DEMAIN

POURQUOI ATTENDRE DEMAIN?



abonnez-vous!

# A Lyon

**L**A CAFAL... boxeurs... pen... on crève la dalle... titre du tract... gens du CRI (Chômeurs précaires et solidaires en l'Injustice) le 23 décembre CAFAL (CAF de Lyon).

En effet, durant la semaine 20 décembre, un RMIS a supprimé la moitié de son salaire... venu à la CAF demandant des indemnités et la régularisation de son salaire. Après les rituelles déclarations de la CAF, on tente, son tour arrive enfin au guichet. Là, on lui répond suspect de frauder, c'est-à-dire avec quelqu'un qui a des... la ponction (arbitraire) est... Quand à la régularisation inutile d'y penser... Ains... ples suspensions, la CAF se... de radier les gens, tantôt... façon totalement arbitraire... tions!

Mais ce RMIS ci, rétu... le guichet d'un bond pour... les étages, en direction des... direction de la CAFAL.

Sa discussion avec les... sents dans les bureaux à p... fut interrompue par les... gueule de la part d'un vigi... Résultat: un nez cassé et... contusions. Ce RMIS a... plainte contre la CAF et a... médias.

« Ne restons pas d... face aux bras armés... CAFAL... »

« réagissons par la lut... » Telle était la conclusion... après avoir dénoncé ces... inadmissibles, listait les rev... du CRI sur le fonctionn... CAFAL et les revenus des p... La lutte collective, face... de la CAF, le CRI la pratiq... semaines.

La première action conc... port à la CAFAL ou lieu fin... participante du CRI aya... courrier lui signifiant qu'elle... droit aux APL (allocations... CAFAL et les revenus des p... étant donnés ses mirobola... (de l'ordre de 20 000 F/an)... cule loyer (de l'ordre de 198... compter les charges...),... déploiement de banderoles... État, patronat = voleurs! »... ciation au mégaphone de... tion, le directeur est descen... rité et s'est empressé de fai... cette « erreur informatiq... qu'une dizaine d'autres du... (des gens qui faisaient la... joints au groupe autour des... après une discussion avec le... et non dans son bureau. Ayant constaté à la rentrée... buant des tracts devant la C... passait des choses bizarres (pa... suppression de RMI à une... sous le motif que la CAF la... sans preuves, de travailler a... CRI a finalement décidé de... permanence hebdomadaire... afin d'obtenir que celle-ci p... aux gens, et ce sans retard.

La première permanence... mardi 10 novembre. Il a été... allant collectivement au guich... gens qui le demandaient et... que le directeur descende à c... que la situation était bloqu...



# A Lyon, La CAF embauche des boxeurs...

**L**A CAFAL EMBAUCHE DES boxeurs... pendant ce temps on crève la dalle! Tel était le titre du tract distribué par les gens du CRI (Chômeuses, chômeurs, précaires et solidaires en Révolte contre l'Injustice) le 23 décembre, devant la CAFAL (CAF de Lyon).

En effet, durant la semaine du 14 au 20 décembre, un RMIste, s'étant vu supprimer la moitié de son RMI, était venu à la CAF demander des explications et la régularisation de son dossier.

Après les rituelles deux heures d'attente, son tour arrive enfin de passer au guichet. Là, on lui répond qu'« on » le suspecte de frauder, c'est-à-dire de vivre avec quelqu'un qui a des revenus. D'où la ponction (arbitraire) sur son RMI. Quand à la régularisation du dossier, inutile d'y penser... Ainsi, sur de simples suspicions, la CAF se permet tantôt de radier les gens, tantôt de réduire de façon totalement arbitraire leurs allocations!

Mais ce RMIste ci, têtue, franchit alors le guichet d'un bond pour monter dans les étages, en direction des bureaux de la direction de la CAFAL.

Sa discussion avec les individus présents dans les bureaux à peine entamée fut interrompue par les pains dans la gueule de la part d'un vigile de la CAF. Résultat: un nez cassé et de multiples contusions. Ce RMIste a aussitôt porté plainte contre la CAF et averti tous les médias.

## « Ne restons pas désarmés face aux bras armés de la CAFAL »...

... réagissons par la lutte collective!  
Telle était la conclusion du tract, qui, après avoir dénoncé ces agissements inadmissibles, listait les revendications du CRI sur le fonctionnement de la CAFAL et les revenus des pauvres.

La lutte collective, face à l'arbitraire de la CAF, le CRI la pratique depuis des semaines.

La première action concrète par rapport à la CAFAL eu lieu fin juillet, une participante du CRI ayant reçu un courrier lui signifiant qu'elle n'avait plus droit aux APL (allocations logement), étant donnés ses mirobolants revenus (de l'ordre de 20 000 F/an) et son ridicule loyer (de l'ordre de 19800F/an sans compter les charges...). Devant le déploiement de banderoles « CAFAL, État, patronat = voleurs! » et la dénonciation au mégaphone de cette situation, le directeur est descendu avec célérité et s'est empressé de faire rectifier cette « erreur informatique » ainsi qu'une dizaine d'autres du même type (des gens qui faisaient la queue s'étaient joints au groupe autour des banderoles), après une discussion avec le collectif qui eut lieu au micro, devant tout le monde, et non dans son bureau.

Ayant constaté à la rentrée, en distribuant des tracts devant la CAF, qu'il s'y passait des choses bizarres (par exemple: suppression de RMI à une allocataire sous le motif que la CAF la suspectait, sans preuves, de travailler au noir), le CRI a finalement décidé de faire une permanence hebdomadaire à la CAF, afin d'obtenir que celle-ci paie son dû aux gens, et ce sans retard.

La première permanence eu lieu le mardi 10 novembre. Il a été obtenu, en allant collectivement au guichet avec les gens qui le demandaient et en exigeant que le directeur descende à chaque fois que la situation était bloquée, qu'ils

repartent avec des chèques à la main de la part de la CAF, régularisant des RMI et autres allocations en retard ou arbitrairement supprimées. Il faut savoir que face à un individu isolé, la CAF ne fait jamais ce type de choses: on s'entend répondre « revenez plus tard », « attendez que ça tombe sur votre compte », etc.

Comme quoi ici aussi, c'est le cas de le dire, la lutte collective paie!

Jusqu'au début du mois de décembre, cette permanence s'est déroulée de manière à peu près similaire: ce sont des

notre tract. Une trentaine d'allocataires attendaient dehors, ne pouvant entrer.

Certains participants du CRI faisant mine de déclencher une émeute, le directeur accepta finalement de rouvrir la CAF, à condition que l'on vienne discuter avec lui dans son bureau à quelques uns, et que le reste du collectif ne rentre pas dans la CAF. Cinq personnes sont montées dans son bureau, cependant que la CAF rouvrait et que le reste du collectif distribuait les fameux tracts, surveillé cette fois-ci par... trois R.G.

Un directeur qui supplie presque un

collectif de venir négocier dans son bureau, cela est peu banal de nos jours!

Cela s'explique surtout par le fait que c'est le seul moyen pour lui d'essayer de casser « proprement » toute tentative de lutte collective: lors de nos premières permanences, il nous avait déjà proposé de nous recevoir si on avait des dossiers à lui apporter, plutôt que de rester toute la journée à apparaître dans la CAF parmi les allocataires. Ainsi, quelques cas auraient été arrangés (moyennant quels délais?), et nous aurions été coupés de tout contact avec les autres allocataires et de toute opportunité de les inclure dans une action réellement collective. Cela, le CRI l'a clairement refusé dès le départ. Alors la direction de la CAF essaie de nous opposer aux allocataires en nous rendant responsables de sa fermeture exceptionnelle.

## Mais pourquoi tant de haine?

Décidément, la CAFAL est un lieu peu sûr pour ses usagers: risques de passages à tabac s'ils viennent seuls réclamer leur dû, risques d'intervention de la police s'il y a une action collective pour exiger ce dû... Quel intérêt peut bien trouver la CAF à tout cela?

C'est que, comme nous l'a dit un directeur, la CAFAL « n'est pas un service public », et surtout que, pendant qu'il ne tombe pas dans nos poches, l'argent que la CAF nous doit travaille pour d'autres! Il produit des intérêts... pendant qu'on s'endette parce qu'il nous est versé en retard!

C'est aussi que les deux heures d'attente rituelles, souvent renouvelées à plusieurs reprises par les plus pauvres avant d'obtenir une réponse, les exaspè-

rent, les incitant à nous rejoindre, et montrent bien le manque d'effectifs employés par la CAF. C'est pour toutes ces raisons que les permanences du CRI gênent la CAFAL.

Pendant ce temps, une semaine avant Noël, un habitant de Rillieux-la-Pape (banlieue lyonnaise) pète les plombs et tire sur tout le monde de la fenêtre de son appartement. Pourquoi? Parce qu'« on » vient de lui supprimer son RMI! Tiens donc...

La violence a des causes et ce ne sont pas la présence renforcée des flics et autres milices, comme le souhaite M. Gérin, maire PC de Vénissieux, ou l'installation de caméras dans toute une commune, comme l'a d'ores et déjà réalisé M. Charrier, maire PC de Vaulx en Velin, qui supprimeront ces causes. Seule la lutte collective pour aller vers l'égalité économique et sociale de tous et toutes peut rompre avec cette logique. Mais cela ne fait pas partie des plans de campagne de la gauche plurielle pour les européennes. Et puis les flics et les caméras, faut bien que ça serve... pour réprimer la lutte collective si elle se fait trop importante!

En tout cas, tant qu'il le pourra, le CRI continuera à exiger collectivement de la CAFAL qu'elle paie ses dettes aux pauvres.

D'ores et déjà, nous pouvons d'ailleurs relever qu'à Lyon, la CAF a pris l'initiative d'elle-même de verser les miettes concédées par Jospin aux RMIstes avant Noël, et non après, malgré des délais très réduits... peut-être craignait-elle qu'un CRI soit également poussé contre elle à ce sujet!

Sophia, individuelle F.A. (Lyon)



## CLERMONT-FERRAND

# Opération caddie « ras la gueule »

**E**N CETTE PÉRIODE FASTE POUR LES TIROIRS CAISSES, d'arrogance des richesses, d'indifférence et d'hypocrisie, une opération « caddies raz la gueule » était décidée par le comité d'actions chômeurs de la C.N.T. de Clermont-Ferrand. Le 28 décembre, nous étions une quinzaine (organisations non affichées, les libertaires étant bien entendu très présents) à nous retrouver devant le Géant Casino de la ville.

Une fois à l'intérieur, c'est comme des clients ordinaires que chacun remplissait son chariot avec les denrées de circonstance: saumon, foie gras, pâtisseries, etc. mais sans alcool. Les caddies bien remplis, nous avons distribué des tracts intitulés: « Noël des exclus » sur lesquels il était mentionné que les emplettes ne seraient sorties qu'avec l'autorisation de la direction.

Refusant de traiter avec divers responsables, qui ne désiraient pas déranger leur directeur durant son jour de repos nous avons patiemment attendu le maître des lieux. Ce dernier, après un entretien sur les motivations de ces clients peu ordinaires, tenait à ce que les marchandises soient rendues avec, en contrepartie, un bon d'achat d'une valeur de 5 000 F. L'argument principal étant d'éviter que son personnel constate que Géant Casino avait effectivement les moyens de faire des cadeaux de fin d'année. Le groupe refusant tout compromis, déclina l'offre et, la presse locale présente sur place aidant, la direction accepta finalement de comptabiliser nos emplettes. Une demi-heure plus tard... La caisse enregistreuse affichait la somme de 12 442,01 F! Soit plus du double de la somme qui nous avait été somptueusement proposée.

Le lendemain, le journal « la Montagne » titrait « Les chômeurs font leurs courses » pour le « Noël des

exclus », précisant que la redistribution aurait lieu le jour même place de Jaude (au milieu de beaux magasins).

## Le plaisir de la redistribution

C'est ainsi que s'effectuait le partage des richesses entre exclus et S.D.F. La délectation procurée lors de ce pied de nez, au capitalisme, mêlée au plaisir de la redistribution, n'avait d'égale que la joie exprimée par la plupart des plus démunis qui, ce jour-là, amélioraient l'ordinaire.

La même opération organisée à Béthune le 24 décembre, s'est malheureusement moins bien passée qu'à Clermont-Ferrand. En effet, si le groupe d'une quarantaine de personnes a bien sorti 14 chariots « ras la gueule » d'un « Champion », la direction de ce magasin porte plainte à l'encontre des chômeurs et précaires. Nous n'avons pour l'instant pas plus d'information concernant les suites de cette action. Nous appelons toutefois à soutenir ceux et celles qui risqueraient d'être poursuivis.

Les sanctions pour délit de solidarité peuvent tomber: nous continuerons à appliquer l'action directe qui, seule, peut permettre d'améliorer le quotidien des sacrifiés sur l'autel du roi fric. Marre des produits avariés en provenance de la banque alimentaire, généreusement offerts par les professionnels du caritatif! Déjà des encouragements nous parviennent, certains nous demandent: « c'est quand la prochaine fois? » Nul doute qu'à l'avenir nous serons plus nombreux à prendre nous même ce qui nous est refusé: nous avons fait la preuve que seule la lutte paie.

Jean-Paul. - Comité chômeurs C.N.T.  
Clermont-Ferrand  
Martine. - groupe Spartacus de la F.A.

## « CAFAL fermée pour votre sécurité, de vilains manifestants la menacent »

C'est grosso modo la pensée profonde exprimée par le message qui était affiché sur les portes closes de la CAF le mercredi 23 décembre à midi, quand nous y sommes arrivés pour distribuer



# Le Kosovo dans le nœud gordien balkanique

**L**A PRISE EN MAIN EN 1989, DE la province autonome du Kosovo par Belgrade fut le premier acte qui en remettant en cause l'équilibre constitutionnel issu du Titisme, sera avec l'ascension au pouvoir de Slobodan Milosevic, le prodrome du démantèlement de la Yougoslavie.

## De l'intégration...

Cette province a été intégrée à la Serbie en 1913 à la suite des guerres Balkaniques, et fait partie du nouvel État Yougoslave en 1918. Pendant le règne de Tito, le parti communiste manque de cohérence dans ses choix économiques et facilite la prolifération d'une bureaucratie décentralisée qui gère de façon aberrante les fonds d'investissements du Kosovo à son seul profit. La répression des tensions sociales et la crise économique à partir des années 60 va nourrir la montée du nationalisme notamment chez les Albanais du Kosovo. Ils avaient subi alors une répression importante de la part de Belgrade et le renoncement au projet de Confédération Balkanique. Au milieu des années 60, à la faveur des réformes décentralisatrices, les Albanais revendiquèrent le statut de (narodnost) « communauté nationale » à la place de « minorité nationale » perçu comme dégradant. En 1974, la nouvelle constitution Yougoslave, lui permet de disposer du statut de région autonome à l'intérieur de la république Serbe, avec une Assemblée propre et un gouvernement. Elle est dotée du droit de veto à l'échelon fédéral avec ses institutions culturelles et une université en Albanais. Après la mort de Tito en 1989, la manifestation en Serbie de l'été 1988 sur le thème « le Kosovo nous appartient » et la grève générale de Février 1989, Slobodan Milosevic remit en cause le statut particulier de cette province en abrogeant de nombreuses prérogatives jusqu'à l'abolition des institutions politiques albanaises en juillet 1990. Il exploitera au début des années 90 le programme et les thèmes du nationalisme serbe pour consolider son pouvoir à la tête de son parti baptisé « socialiste ». Cette politique conduisit à l'éclatement de la Fédération Yougoslave avec la déclaration de l'indépendance de la Slovaquie, de la Croatie le 25 juin 1991, suivie par le début de la guerre contre la Croatie en juillet. Le 15 septembre c'est le tour de la Macédoine de déclarer son indépendance, puis le 15 octobre 1992, la Bosnie-Herzégovine après la victoire des partis nationalistes à leur parlement. Du 6 avril 92 à la négociation de Dayton en novembre 95 se déroula la guerre de Bosnie avec ses atrocités et sa barbarie. L'analyse de ce conflit souligne l'importance du renouveau des idéologies nationalistes et fascistes (1).

## ...à la lutte armée

Dans ce contexte la crise du Kosovo se déroula en plusieurs étapes. A l'issue d'un référendum clandestin en septembre 1991 est proclamée la « République » du Kosovo, reconnue par l'Albanie. Le 24 mai 1992, Ibrahim Rugova de la ligue démocratique du Kosovo (LDK) est élu à la « présidence », lors d'un scrutin déclaré illégal par Belgrade. En Février 1996 se mani-

festes officiellement une organisation clandestine, l'armée de libération du Kosovo (ALK) en Albanais UCK, après la revendication d'une série d'attaques à la bombe. En Juillet 97, apparaît un regain notable de violence policière et les forces de l'ordre serbes se focalisent d'abord sur un certain nombre de clans familiaux, puis cela ira crescendo jusqu'à l'offensive de février 98 et les massacres de la Drenica qui ont provoqué l'exode d'au moins quinze mille paysans pauvres. Pour les médias serbes, ces affrontements ont pour origine l'activité provocatrice de l'UCK. Avec le scrutin du 22 mars 98 la crise prend de l'ampleur. La victoire d'Ibrahim Rugova, réélu « président » après des

fin novembre 1997, doit servir « effectivement à la lutte de libération nationale », complété par l'argent envoyé par la diaspora albanaise en Allemagne et Suisse. A partir de la mise en place par Belgrade d'un apartheid à l'encontre des Albanais en 1989/90, la stratégie de LDK a consisté à se substituer à la confédération Yougoslave qui excluait les Albanais et les privait de l'ensemble de leurs droits. Le projet politique d'Ibrahim Rugova combinait une méthode d'action, la résistance non violente, et un objectif maximaliste, l'indépendance du Kosovo. Depuis 97, les critiques sont venues surtout du parti de Adem Demaçi, qui réclamait le passage de la « non violence passive » à la

dance du Kosovo, a fortiori de l'autonomie envisagée dans l'ébauche d'accord entre MM. Holbrooke et Milosevic en octobre 98. Son but est à présent la « Grande Albanie », conçue sur une base ethnique. Du coup, l'espoir d'une négociation politique devient difficile, sinon impossible. Une fracture vient d'apparaître au sein de la « république autoproclamée de Kosovë » entre Ibrahim Rugova et son « premier ministre » Bujar Bukishi. Celui-ci en exil en Allemagne, vient de couper les fonds destinés à Pristina et renouer avec Tirana. L'entrée en scène de l'Albanie risque d'envenimer une situation déjà fort complexe. Or, après la révolte populaire de 97 dans ce pays, Sali Berisha avec l'appui de ses milices armées et d'un nationalisme exacerbé, prépare sa revanche. Parallèlement aux affrontements du Kosovo, entre forces de l'ordre serbes spécialistes en terre brûlée et miliciens de l'UCK occupés au « nettoyage » des Serbes, une guerre entre Albanais s'est déclenchée, avec attentats et meurtres. Ces luttes intestines ont contribué à la chute de Fatos Nano le 28 septembre 98, quinze jours après la tentative de putsch de Berisha, et sont liées aux trafics d'armes et de drogue entre l'Albanie et l'Europe. L'ensemble de cette situation menace directement la république de la Macédoine, où demeure une forte minorité albanaise qui côtoie une population macédonienne nationaliste, pro-bulgare, et antialbanaise.

Cette complexité empêche toute négociation de paix sur le modèle de Dayton. Cette fois-ci, des raids de l'OTAN risqueraient d'entraîner un conflit général dans les Balkans du Sud et renforceraient l'alternative de la lutte armée conduite par les nationalistes d'extrême-gauche de l'UCV.

## Les visages de l'UCV.

L'Armée de Libération du Kosovo, en albanais *ushtria çlirimtare e kosovës* (UCK) a été surnommée par les médias serbes, dans sa période clandestine, « l'organisation Fax » à cause de l'utilisation de ce moyen de communication. Sa plate-forme fut rendue publique en avril 1997 par la radio internationale allemande et le journal serbe Pristina. Dans la version officielle, l'UCK a été créée à Pristina en 1981, en pleine effervescence estudiantine albanaise par la fusion de quatre groupuscules nationalistes d'extrême gauche et se structurera l'année suivante en Allemagne. A en croire les quelque quarante communiqués rendus publics, des centaines d'actions armées auraient été organisées au Kosovo. Le 18 mars, l'UCK demanda le report des élections, accusant Ibrahim Rugova de « semer la discorde ». Puis, elle appela la population au boycott du scrutin et à rejoindre ses rangs.

Selon une publication clandestine, UCK serait mentionnée dès novembre 94 dans le journal serbe Vecerni Novosti : l'organisation revendiquait la tentative d'assassinat d'un officier de la police serbe le 9 novembre 93, ainsi que d'autres actions, comme le meurtre de deux policiers serbes à Glogovc. La création de UCK remonterait en fait à 1992. Quoi qu'il en soit, cette armée alors clandestine représentait un élément nouveau dans le paysage politique du Kosovo. A ses débuts cette organisation précisait qu'elle n'agit pas contre

les populations innocentes, mais contre le terrorisme de Belgrade et l'ethnocide au Kosovo ». Elle se disait « non terroriste » et jusqu'en 93 aucun mouvement albanaise ne s'est attaqué aux civils serbes du Kosovo. Après les massacres de la Drenica, et la radicalisation du « président » Ibrahim Rugova qui s'est laissé déborder par une aile nationaliste favorable à la « Grande Albanie », l'UCK offre ses perspectives militaires et s'installe dans une violence barbare basée sur la théorie du nettoyage ethnique envers la population serbe du Kosovo.

## Que veulent les Occidentaux et l'OTAN ?

Le conflit du Kosovo a déjà fait des centaines de morts en quelques mois. Pendant les négociations d'octobre 98, le représentant américain Richard Holbrooke est parvenu à crédibiliser la menace d'une intervention militaire de l'OTAN. De son côté, Milosevic qui a toujours l'appui de la Russie, qui agit le spectre de la guerre Froide pour faire oublier son marasme financier, n'est pas dupe, mais préfère ébaucher un accord. En effet, le maître de Belgrade se trouve confronté aux assauts des nouveaux responsables du Monténégro qui lui sont hostiles. Enfin, et c'est l'essentiel pour lui, il sait que sur la question du Kosovo, les Occidentaux sont ses alliés objectifs dans le refus d'une indépendance que personne ne souhaite, à l'exception des Kosovars et des Albanais. Slobodan Milosevic pour conserver le pouvoir cherche comme toujours à gagner du temps.

Officiellement, la force armée de l'OTAN a pour rôle de contrôler le cessez-le-feu, le retrait des serbes, de favoriser le retour des réfugiés, et de permettre aux organismes humanitaires de travailler librement. Mais officieusement il s'agit aussi d'empêcher les miliciens de l'UCK de reprendre possession du terrain laissé vacant par les forces Yougoslaves, ce qui rallumerait les combats. Ces positions ne sont pas sans rappeler l'expérience de la Bosnie: Qui peut miser au Kosovo sur le simple retour de ceux que les médias avaient surnommés les « marchands de glace », ces observateurs désarmés qui se débattaient impuissants au cœur des barbaries nationalistes ? On proclame que d'éventuels raids et bombardements de l'OTAN pourraient sauver les 250 000 réfugiés kosovars composés surtout de paysans pauvres. Mais comment ? Si l'Europe refuse d'accueillir les victimes de guerre, plutôt que de les chasser, comme en Italie ou de les renvoyer chez eux, comme en Allemagne, en Suisse, en France... en leur refusant le droit d'asile et la libre circulation des individus ? L'OTAN et les pouvoirs occidentaux savent-ils ce qu'ils veulent pour les Balkans ? Un puzzle formé de protectorats militaires, destiné à devenir un champ de manœuvres ? Une multitude d'Etats autoritaires et fascistes, paradis des mafias ? Un Chaos ? Ou des fédérations libres de se développer dans la paix ?

## Sahuc Michel et les camarades des groupes de la F.A. de Montpellier.

(1) R. Berthier: Ordre mondial et Fascisme Local, Editions du Monde Libertaire, Reflex, ACL.

Lire aussi *Le Monde diplomatique* n° 529, avril 1998 et n° 536, novembre 1998.



elections qui ont connu une participation importante malgré leur caractère illégal pour Belgrade va entraîner de nouvelles flambées de violence. Ces derniers mois, Slobodan Milosevic porte de toute évidence la responsabilité d'avoir répondu par de nouvelles répressions brutales aux demandes machiavéliques de la direction « démocratique » et non-violente des Albanais du LDK sous la « présidence » de Rugova. Il a aggravé la crise, en renforçant les extrémistes de la lutte armée. L'UCK ne comptait alors que 200 à 400 combattants, mais était soutenue par de nombreux sympathisants près à les rejoindre.

L'origine de la crise reste complexe et renvoie à des causes structurelles comme le poids de la démographie, plus de 90 % d'Albanais, et le malaise de la minorité serbe qui se déclare sur « sa terre historique ».

## Les structures politiques du Kosovo.

Actuellement, la situation de non-droit de la province favorise les activités illégales sous le contrôle des clans qui composent une société surtout rurale et conservatrice. Ces structures, aussi bien officielles de la LDK que les réseaux claniques et familiaux, ne peuvent pas assurer une réelle répression, mais une médiation sur des activités plus ou moins illégales. Le budget de la « république de kosovë » est important. Il est alimenté par un « impôt volontaire » qui à la suite du communiqué de l'UCK,

« non violence active », notamment par la réunion du parlement élu en 92 et le rapatriement des ministres en exil, installés à Genève et à Bonn. Ce qui n'a pu se faire pour des raisons de sécurité évidentes. Il est le seul dirigeant albanaise à s'être politiquement solidarisé avec l'UCK. Mais depuis les massacres de la Drenica, il s'est fait discret et son parti n'a pas participé aux élections du 22 mars 98. Il reste à présent en position d'attente.

Mme Luljeta Pula-Beqiri a été la seule candidate à se confronter à Ibrahim Rugova, mais elle a choisi de se retirer le 18 Mars 98 et de ne pas faire participer le parti social-démocrate aux élections parlementaires du 22 mars : « ... il est indécent de tenir maintenant le scrutin après le massacre de la Drenica. » Elle dénonce, le système du pouvoir de la LDK, sa mainmise totale sur les médias et ses pratiques obscures. Les appels au boycottage des partis de Demasi, de Mme Pula-Beqiri et l'union des étudiants non pas été entendus comme l'a prouvé la participation massive au scrutin du 22 mars 1998. Après son congrès de 1998, la crise est ouverte au sein du LDK. Le « président » Rugova avait assis son pouvoir sur un compromis entre les anciens détenus politiques formés à l'école stalinienne d'Enver Hodja, « envéristes » et les « réalistes » de M. Agani. Le congrès a provoqué une épuratoire totale des instances dirigeantes de la LDK, au profit d'hommes nouveaux à la politique plus radicale. À présent l'LDK ne se contente plus de l'indépen-

LEC  
C  
Proudhon  
1858. Il s'  
les maté  
qui débu  
convenu d  
fédéraliste  
De 1839 (c  
che) à 185  
lution) Pr  
œuvre de  
talisme, du  
me, des pa  
gion, de la  
Lors de la  
ouvriers l  
ses soluti  
Proudhon  
en particul  
devant met  
en permet  
devenir pri  
global de s  
ser ne va  
loppé que  
prématuré  
pêchant d'  
flexions.  
Ré  
e  
Depuis son  
table (De la  
1839) Prou  
chercher de  
mode de fo  
lutionnaire  
sociologie.  
(1843), il é  
raisonnem  
cherche à  
aspects d'  
évitant tout  
La synthèse  
que par le  
maine de la  
d'État en po  
remet dog  
Proudhon  
idées-forces  
les plus con

CINÉ  
U  
dans sa baig  
fuite au pla  
sine du dess  
amateur de  
verte d'un a  
elle ne saur  
tible attract  
dans cet app  
elle. Sa foug  
la vie que

Paco Ibar  
17 heures  
140F. Re



# LECTURE La Guerre et la paix

Pierre-Joseph Proudhon

**C**ONDAMNÉ À TROIS ANS DE prison pour son magistral *De la Justice dans la Révolution et dans l'Église* (1), Proudhon s'exile en Belgique en 1858. Il s'attache alors à assembler les matériaux de nouvelles études qui déboucheront sur ce qu'il est convenu de nommer son explosion fédéraliste. De 1839 (*De la célébration du dimanche*) à 1851 (*Idee générale de la Révolution*) Proudhon avait surtout fait œuvre de critique: du capitalisme, du communisme, de l'étatisme, des partis politiques, de la religion, de la philosophie, etc. Lors de la révolution de 1848, des ouvriers l'avaient pressé de livrer ses solutions au problème social. Proudhon explorera plusieurs pistes, en particulier celle du crédit gratuit devant mettre en échec la propriété en permettant à tout un chacun de devenir propriétaire. Mais le projet global de société qu'il avait à proposer ne va véritablement être développé que lors de son exil; sa mort prématurée, à l'âge de 56 ans l'empêchant d'aller au bout de ses réflexions.

## Révolutionnaire et sociologue

Depuis son premier ouvrage véritable (*De la célébration du dimanche - 1839*) Proudhon affirmait qu'il fallait chercher dans la société même son mode de fonctionnement. Le révolutionnaire doit donc être d'abord sociologue. Dès sa *Création de l'ordre* (1843), il ébauchait sa méthode de raisonnement, sa dialectique qui cherche à déterminer les différents aspects d'un même problème, en évitant toute recherche de synthèse. La synthèse ne pouvant être établie que par le philosophe dans le domaine de la réflexion, ou par le chef d'État en politique, elle est obligatoirement dogmatique ou dictoriale. Proudhon va appliquer ces deux idées-forces à l'un des phénomènes les plus constants et les plus mysté-

rieux de l'histoire de l'humanité: La Guerre ou, plus exactement, la force - la guerre en étant la synthèse fondamentale.

Dans la première partie, Proudhon, prenant « la société telle qu'elle est, sans en approuver ni désapprouver les institutions », entend de réhabiliter le droit de la force et démontre que ce droit est aussi réel, aussi positif, aussi respectable que tous les autres droits (droit des gens, droit politique, droit civil, droit de la famille, droit du travail...), voire même que ces autres droits en découlent pour une grande partie. Il « rétablit la guerre dans son antique prestige », démontre « qu'elle est essentiellement justicière » et que « l'idée qui depuis soixante ou quatre-vingt siècles mène le monde; qui remplit la société... qui fait parmi les peuples l'ordre, la sécurité aussi bien qu'elle fait les dissensions et les révolutions; l'idée qui comprend tout, qui gouverne tout: [c'est] Dieu, la force, la guerre; car il est évident... que ces trois mots, dans l'esprit des masses, sont synonymes. »

Cette première partie occupe les deux tiers de l'ouvrage car il n'est pas besoin d'un long discours pour démontrer que « dans la pratique, surtout dans les détails, cette magnifique conception semble s'évanouir... que la guerre, suivie dans ses opérations, ne nous apparaît plus que comme l'extermination, par tous les moyens de violence et de ruse, des personnes et des choses, une variété du cannibalisme et du sacrifice humain »

## La « guerre perpétuelle »

Ainsi, le droit de la force, la lutte est-il le principal moteur des sociétés. (2) Proudhon s'affirme comme un partisan résolu de la guerre en soi. Il pose les individus, les sociétés et les États comme prédestinés à la guerre perpétuelle. Le développement de la personnalité de l'homme (terme pris en ses sens tant individuel que collectif), sa valeur sociale, sa capacité politique sont les résul-

tants d'une lutte millénaire et permanente. La guerre est un phénomène de croissance. Ne pas se battre, c'est accepter de décroître. L'absence de luttes, ce n'est pas la Paix; c'est la mort!

Faut-il pour autant se soumettre à la fatalité des anciennes formes de guerre? N'y a-t-il pas d'autres moyens que d'opposer des armées pour impliquer l'humanité dans une lutte sans trêve et la maintenir dans un état de tension constante?

Le fédéralisme, en reconnaissant la pluralité des aspirations des diverses collectivités composant le monde, reconnaît le droit de la force. Ce droit, enfin reconnu, n'a plus besoin d'en passer par le sacrifice humain. « Le meilleur moyen de parer aux calamités de la guerre, en supposant sa continuation, consiste précisément dans la reconnaissance du droit de la force ».

*La Guerre et la Paix* est sans aucun doute un des ouvrages les plus aboutis de Proudhon, le seul à avoir été remanié quatre fois avant édition. Ce fut également le plus mal compris de ses contemporains.

En annexe au second tome il a été joint une soixantaine de lettres (3) de Proudhon à divers correspondants au sujet de son livre. Elles nous décrivent tout d'abord les difficultés rencontrées pour trouver un éditeur puis, suite à l'incompréhension de certains amis, nous éclaircissent sur certains passages de l'ouvrage.

H.T.

*La Guerre et la Paix*. Ed. Taps - 2 tomes - chaque volume 117 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

- (1) Actuellement publié chez Fayard
- (2) Proudhon, bien plus fin sociologue que Marx, ne limite pas son analyse à la seule lutte des classes sociale.
- (3) Certaines, à son éditeur Hetzel, assez rares puisqu'elles n'avaient été reprises dans aucun des quatre recueils de correspondance (Lacroix - 1875 - 1493 lettres); Lettres au citoyen Rolland (Grasset-1946- 59 lettres); Lettres à sa femme (Grasset-1950 - 132 lettres); Correspondance inédite (Fujita - 1998 - 239 lettres).

## CINÉMA

# High Art. Lisa Cholodenko

**U**NE JEUNE FILLE, SYD, fraîchement promue journaliste du légendaire magazine photo *Fame* médite dans sa baignoire. Elle découvre une fuite au plafond, monte voir la voisine du dessus. Sa visite de plombier amateur débouche sur la découverte d'un autre monde. Et très vite, elle ne saura plus contrôler l'irrésistible attraction que les gens réunis dans cet appartement exercent sur elle. Sa fougue juvénile tranche sur la vie que mènent une ancienne

photographe célèbre et ses amis. Accroché à des drogues de toutes sortes, le groupe est en décalage avec le monde du dehors, le monde du travail, cette réalité où Syd évolue. Oscillant entre ambition et désir Syd va tomber amoureuse de la femme photographe qui ne peut créer qu'à partir de ce qu'elle vit, qui ne produit de l'art que parce qu'elle met tout son être en jeu. Réflexion sur la création, sur le prix à payer pour dépasser l'ordinaire, le film subjugue et émeut.

Inspiré par le monde des artistes new yorkais décadent depuis par les drogues et le Sida que les films et les photos de Nan Goldin ont fidèlement transmis, on est saisi par la force de cette évocation, par l'intelligence du propos. Nan Goldin a d'ailleurs collaboré au film que la *Quinzaine* nous a fait découvrir en 1998.

Jouant subtilement les registres de l'humour et de l'ironie, ce mélo superbe fascine. Si la jeune fille devient en quelque sorte l'émissaire et l'acteur de nos envies, elle est aussi un personnage très flaubertien, en apprentissage. Comment jouir sans trahir? Le film ne donne pas de réponses. Mais les questions qu'il pose ne nous quitteront plus.

Heike Hurst  
(Fondu au Noir-Radio libertaire)

à la petite semaine

## CQFD

Le passage d'une année à l'autre aura permis à un nombre important d'automobilistes déjantés de faire grimper hardiment la courbe des accidents. Vitesse et alcool sont incriminés. C'est la raison pour laquelle on continue de fabriquer des véhicules capables d'atteindre deux fois la vitesse maximale autorisée. C'est pourquoi, dans un pays qui compte, tous les trente pas, un bistrot et un commerce où consommer et acheter de quoi faire exploser trente mille alcoolistes, tout usager de cannabis continue d'être interpellé, inquiété, voire emprisonné. CQFD.

La CGT elle aussi opère sa mutation. Et tente notamment d'en finir avec cette idée saugrenue qui en a fait depuis trop longtemps le jouet manipulé du Parti communiste français. Le « cordon ombilical » serait donc pratiquement rompu. C'est ce qu'affirme le successeur désigné de Louis Viannet, Bernard Thibault... Membre du Comité national du PC. CQFD.

2,7%. Il faut que ce taux d'augmentation concerne la délinquance pour qu'aussitôt Premier ministre, ministre de l'Intérieur et Garde des sceaux réunissent une cellule de crise pour trouver des solutions à cette « catastrophe nationale ». Que ce même taux porte sur le redressement du CAC 40 ou les gros bénéfices des grandes sociétés n'entraîne aucun affolement, aucune réaction d'inquiétude chez ces mêmes personnages qui se réclament, ne l'oublions pas, du socialisme. C'est peut-être cela, après tout, cette belle idée modernisée: une Bourse qui jubile et des voitures non incendiées qui attendent sagement les fins d'année pour se jeter sur un arbre avec leurs conducteurs avinés. CQFD.

Floréal

## Quand le corps parle

introduction à l'analyse reichienne

Nous étions nombreux à attendre cette « Introduction à l'analyse reichienne ». Depuis près de vingt ans. Pour nous référer aux concepts théoriques de la thérapie reichienne, il nous fallait toujours revenir à Wilhelm Reich lui-même.

Les auteurs les plus célèbres avaient largement dérivé, avec leurs techniques spécifiques: la bio-énergie de Lowen, la thérapie primale de Janov et la gestalt de Perle, pour ne citer que celles-là.

Sans doute fallait-il ce parcours pour aller de Reich à Guasch... L'attente a été longue. Certains avaient oublié la psychanalyse, d'autres la dimension sociale, d'autres encore le corps lui-même. Heureusement, Gérard Guasch a su concilier, à travers l'analyse reichienne, la psychanalyse, le corps, les données énergétiques et la dimension socio-économique. Nous n'en sommes pas étonnés, venant d'un hispano-français, vivant au Mexique et originaire de Catalogne, où l'on chante encore les communes autonomes et libertaires.

Avec méthode, Gérard Guasch nous explique en quoi consiste cette thérapie, l'analyse reichienne, dont il est le créateur et qui est essentiellement fidèle à Wilhelm Reich, tout en étant déjà projetée sur le vingt-et-unième siècle. Il nous rappelle qu'elle est « sociopsychosomatique », ce qui est une façon claire de la poser.

S'appuyant sur de multiples exemples concrets, l'auteur décrit sa technique. Essentiellement douce, respectueuse des résistances de chacun, elle s'infiltrait progressivement à travers nos filets de défense et atteint à l'ultime limite: nos peurs, nos rages, nos colères, nos haines, nos désespoirs et nos chagrins, pour parvenir à la libération de notre pulsion de vie. La fonction de l'orgasme, ainsi que nous le rappelle Gérard Guasch, ne se rapporte pas à la seule sexualité. C'est une disposition de tout l'être: « L'orgasme implique une capacité d'abandon sans peur et sans retenue: abandon à la situation et au partenaire, aux excitations et aux mouvements involontaires, aux sensations de plaisir, à l'impression de "fondre" et à la relaxation qui envahissent l'orgasme ».

Or, cela ne peut s'atteindre que si nous avons réussi à nous débarrasser de notre cuirasse, cette barrière psychique, corporelle et émotionnelle, qui nous protège de la souffrance. Pour y parvenir, il nous faut réapprendre à respirer, à nous relaxer profondément, mobiliser notre corps et revivre, à travers certaines décharges émotionnelles, les blessures qui nous ont figés et rigidifiés. Il importe aussi d'intégrer psychanalytiquement tout ce que nous aurons revécu lors de cet exercice, mobilisations ou actings. L'analyse reichienne est psychanalytique ou n'est pas.

Son déroulement, nettement centré sur le fonctionnement énergétique de l'être psychosomatique associe harmonieusement le travail corporel et la démarche analytique.

« Quand le corps parle » est facile à lire, magnifiquement édité, dense, fluide et enrichi d'une documentation exceptionnelle sur le mouvement reichien international. C'est un livre énergétique et stimulant. Il nous renvoie à ce que rappelait Reich à son fils Peter: l'extrême importance du bonheur dans la vie! « C'est aussi ce que nous, analystes reichiens, ressentons et ce pourquoi, tant au plan individuel que collectif, nous luttons », dirons-nous pour conclure, en reprenant la phrase même de Gérard Guasch.

Jacques Lesage de La Haye

## copinage

Paco Ibanez chantera les 5 et 6 février à 20 h 30 et le dimanche 7 à 17 heures au Trianon (80, bd Rochechouard, Paris 18<sup>e</sup>). Places : 140F. Rens. 01 42 60 61 25.



# Les violences urbaines, reflet de l'injustice sociale

**L**ES ÉMEUTES DE STRASBOURG ET d'ailleurs de ces derniers jours ont rapporté à leurs auteurs des condamnations de prison ferme. De jeunes gens vont ainsi pouvoir apprécier ce qu'il en coûte de se révolter, de s'exprimer par la violence, directe et brutale. Certes, brûler des voitures n'est pas l'acte le plus intelligent qui soit. Certes, pour la plupart des émeutiers, il s'agissait avant tout d'un moment de fête et d'intense jubilation plus que d'une remise en cause d'un système dans lequel ils seront toujours perdants ; car ce système a besoin de perdants pour que quelques-uns s'empiffrent sans cesse, sur le dos des masses qu'ils exploitent.

## Inégalités...

Mais tout de même ! interrogeons-nous sur ces faits et leurs conséquences. Qu'est-ce qui peut bien pousser de jeunes personnes à commettre ainsi des actes de violence qualifiés de violence gratuite ? Et pourquoi cette société réagit-elle aussi violemment, en condamnant à des peines de prison ferme, alors que dans le même temps, les grands patrons, ces voleurs sans autre morale que leur richesse, les politiciens véreux et mafieux à leur botte, commettent chaque jour des crimes infiniment plus ignobles que quel-

ques voitures brûlées... Combien d'ouvriers morts au travail ? Combien de suicidés, de névrosés, de désespérés à cause de l'exploitation qui leur permet de peine de survivre ? Oui, nous vivons dans une société où les individus ne sont pas égaux. Le nier est un mensonge éhonté. Et oui, les pauvres savent qu'ils le sont. Alors, quand on se retrouve en bande, un soir de fête, un soir où l'on sait que d'autres se goinfrent de mets délicats et de spectacles tout exprès conçus pour eux, alors oui, à ce moment-là, on se rend compte de l'injustice que l'on subit. On ne s'en rend peut-être pas compte d'une manière qui nous pousse vers d'autres pauvres, dans la même situation que nous, d'autres pauvres avec qui s'associer pour changer cet ordre inique du monde. On ne cherche peut-être pas à s'organiser et à lutter pour nos droits, nos droits légitimes. Mais on s'en rend compte tout de même. Et alors oui, on trouve des bidons d'essence, quelques allumettes, et en route pour la joie. Une joie éphémère, futile, dangereuse, qui nous conduira peut-être en prison, mais y pense-t-on alors ? Et cela nous empêche-t-il d'agir ?

## ... et domination

Face à de tels agissements, cette société, bâtie et conçue autour d'un

ordre clair et précis, celui de la domination capitaliste de quelques-uns sur la masse du reste de la population, a des réponses. Évidemment qu'elle a des réponses, vu que cette révolte va directement à l'encontre de cet ordre ! Par qui et pour qui sont faites les lois ? D'où viennent-elles, quelle est la morale qui les inspire ? Une morale que nous, anarchistes, dénonçons maintenant depuis plus de 150 ans. Cette morale qui se donne des airs de justice, nous la connaissons bien. Il s'agit de la morale de la propriété, de l'exploitation capitaliste, des inégalités sociales, et d'une bonne dose de religion et d'abrutissement médiatique pour faire passer la pilule aux pauvres. Alors, ils acceptent leur sort, et quand d'autres sont condamnés par cette justice immonde, au lieu d'aller brûler une bonne fois pour toutes ces tribunaux de malheur et de détruire ces prisons infâmes, les pauvres se disent que tout de même, les condamnés ont fauté et qu'il est normal qu'ils soient punis, qu'ils effectuent leur pénitence.

Dans le même temps, ils iront trimmer comme des esclaves sans broncher. Ils se verront mettre au chômage, ils verront leurs enfants recevoir une éducation de plus en plus dirigée par les besoins des patrons, et ils ne réagiront pas. Ils

continueront de subir les litanies de leurs chefs religieux et les bêtises de leur poste de télévision. Et ils seront contents, ou s'en donneront l'air. Les injustices sont pourtant tellement flagrantes. Et quelques-uns, dont nous sommes, anarchistes, dénoncent et proposent d'autres modes de fonctionnement, d'autres types d'organisation sociale. Oh oui, le combat est inégal. Oh oui, la lutte des opprimés est bien vieille et

pourtant l'ordre des choses reste le même ou varie si peu. Et alors ? Faut-il rester sans broncher, et contempler la satisfaction de ceux qui nous oppriment sans se révolter ? Faut-il que l'on se sacrifie pour qu'une bande d'oisifs se nourrisse de notre sang ? Ne pas réagir revient à acquiescer. Qu'attendez-vous ? Battez-vous pour vos droits ! Tous vos droits !

Cédric, groupe de la Villette.

## Le Monde libertaire

hors-série n° 11

**Au sommaire : Bilan social et politique de 1998 • Ou en est la lutte des sans-papiers ? • Stratégie antifasciste • Réduction du temps de travail et 35 heures • Retraite et fonds de pension • Quelle conception libertaire des services publics ? • Féminisme et antixisme • Anarchosyndicalisme et syndicalisme révolutionnaire • Les grandes grèves du siècle • Europe : de Maastrich à Amsterdam • le livre noir du capitalisme...**

40 pages, 20 F.

en kiosque jusqu'au 3 février

## Pajon contre le Monde libertaire Rappel des faits

**D**epuis 1987 les intégristes et l'extrême droite noisienne (93) se retrouvent autour d'une association : « l'A.N.C.R.E », parrainée par Romain Marie (F.N.) ; Jean-François Chiappe (Bureau Politique du F.N.) ; Pierre Bernard (Maire de Montfermeil) ; Radio Courtoisie... Son président est François Triomphe (F.N. sur Noisy).

- Pajon P.S. (Maire de Noisy-le-Grand) délivre un permis de construire (une chapelle) aux intégristes de l'ANCRE. Ce qui avait été refusé par le précédent maire (RPR-UDF).

- 4 février 1996, messe (célébrée par la Fraternité Saint Pie X) pour la pose de la « 1<sup>re</sup> pierre ». Première contre-manifestation, ce début de mobilisation débouchera sur la création d'un « collectif de vigilance » regroupant de nombreuses associations sociales, syndicales, culturelles et politiques de Noisy-le-Grand (93).

- Octobre 1996, constatant que les inscriptions « racistes » ne sont pas nettoyées par la mairie, le collectif lance une opération « nettoyage ».

- Janvier 1997, le collectif édite une pétition et des tracts dénonçant les dangers de l'implantation durable de l'extrême droite : Le F.N. dénonce cette campagne haineuse... dans le bulletin municipal de Noisy.

- Collage d'une affiche éditée par le groupe Sacco et Vanzetti de la F.A. dénonçant la complicité de Pajon dans la construction de cet îlot intégriste. « Pajon autorise la construction d'une chapelle pour les enfants de Pétain ». Deux militants du collectif sont arrêtés et poursuivis, suite à une dénonciation... de militants du P.S.

- Avril-novembre 1997, le collectif organise des actions qui rencontrent un écho croissant dans la population : réunions, débat (le retour de « l'ordre moral », le droit des femmes), édition d'affiche, de tracts. Cette mobilisation agace profondément... le P.S. et son maire qui lui se mobilise... contre le collectif.

- 11 novembre 1997, la manifestation contre les intégristes est réussie. Six cent personnes refusent l'implantation durable de l'extrême-droite à Noisy-le-Grand, le cortège libertaire dénonce les complicités du Maire « les intégristes construisent une église, Pajon fournit les pierres ». Le Monde libertaire édite un supplément.

- 29 janvier 1998, Pajon obtient du conseil municipal l'autorisation de poursuivre l'affiche du groupe Sacco et

Vanzetti. Le 6 avril 1998, il poursuit le Monde libertaire pour diffamation, réclamant 130 000 F de dommage et intérêts.

- Le Collectif apporte son soutien à notre hebdomadaire et édite un tract.

- Mai 1998, après avoir attaqué le Monde libertaire, M. Pajon (directeur de publication) édite dans le bulletin municipal, un article du Front National ouvertement raciste. Le maire PS préfère favoriser l'implantation du Front National et des idées obscurantistes et combattre la Fédération anarchiste qui diffuse des idées pour la liberté, l'égalité sociale et la fraternité entre les peuples. Le congrès de la F.A. décide d'une campagne pour la liberté d'expression.

- Dans le cadre de cette campagne : édition de cartes postales reprenant l'affiche poursuivie ; déléation de la F.A. rue de Solferino ; émissions régulières sur Radio libertaire, émission télé sur Ondes sans Frontières ; déléations dans les permanences régionales du P.S. durant l'été ; manifestations publiques sur le marché de Noisy le 28 juin puis à nouveau le 20 septembre.

- Juillet 1998, en Bretagne, des scouts intégristes (originaire de Mantes-la-Jolie) se noient. La responsabilité de l'abbé Cortard est sans équivoque. Comme par hasard, une sœur jumelle de cette organisation de jeunesse puant l'extrême droite a son siège à Noisy-le-Grand dans les locaux de la chapelle.

- 11 novembre : manifestation à Noisy-le-Grand « Contre la haine et pour la liberté d'expression » organisée par la F.A.

- 16 novembre 1998 : M. Pajon voit sa demande de citation en diffamation déclarée « nulle » par le Tribunal de grande instance de Paris. Il fait appel.

- 7 janvier 1999 : « la bonne Louise » revendique avoir symboliquement muré (avec du papier peint « brique ») des permanences du Parti socialiste en signe de protestation contre la volonté de Pajon de s'attaquer à la liberté d'expression.

Pour des raisons de basse politique politicienne locale, le sieur Pajon préfère l'implantation des idées obscurantistes et haineuses et combattre ceux qui s'y opposent.

Les faits sont têtus, les grands discours du P.S. sur les dangers de Jean-Marie Le Pen sont tous les jours battus en brèche par des pratiques nationales ou locales qui le favorisent ou crédibilisent ses idées. Pour notre part, nous continuerons à combattre pour la liberté des individus, l'égalité sociale et l'entraide entre les peuples.

## A G E N D A

### vendredi 15 janvier

**CERGY-SAINT-CHRISTOPHE (95) :** Le groupe de Cergy-Pontoise de la F.A. organise une réunion-débat : « Qu'est-ce que l'anarchisme ? » à 20 heures à la Maison de quartier des Chanterelles.

**PARIS :** Le groupe de la Villette de la Fédération anarchiste organise une série de quatre conférences (une toutes les deux semaines). La première s'intitule « Qu'est-ce que l'anarchisme ? » à 20 h 30 à l'Usine, 102 bd de la Villette (19<sup>e</sup>).

**ANGERS :** Le groupe de la Fédération anarchiste organise une réunion publique sur « la C.N.T., un syndicat de combat » avec Raphaël Romée, secrétaire de la C.N.T., à 20 h 30 à l'Etincelle, 26, rue Maillé.

### samedi 16 janvier

**LYON :** Projection vidéo du film « Rudolf Rocker, relieur et anarchiste », suivie d'une discussion animée par la F.A., à 15 heures à la librairie La Plume Noire (19, rue Pierre-Blanc, 1<sup>er</sup>).

**SAINT-AMAND-MONTROND (18) :** Les amis de Louis Lecoin organisent une journée « Désobéissance civique et transformations sociales » à partir de 9 h 30 à la salle des fêtes (place de la République). Interventions de JJ de Félice, M Montet, L-M Muller, M Arnal, P Derrudder, G Beaucourt. À partir de 15 heures : Théâtre, chansons, poèmes.

### jeudi 21 janvier

**LYON :** Débat sur le thème « L'Education : critiques et projets des anarchistes », suivie d'une discussion animée par la F.A., à 21 heures à la librairie La Plume Noire (19, rue Pierre-Blanc, 1<sup>er</sup> - entrée par l'allée).

### mercredi 27 janvier

**TOULOUSE :** Le groupe Albert-Camus organise un débat antimilitariste autour du livre « L'âge des casernes » en présence de l'auteur, Michel Auvray à 20 h 30, Athénée Albert Camus 36, Rue de Cugnaux (métro Patte d'oie).

### vendredi 29 janvier

**PARIS :** Le groupe de la Villette de la F.A. organise une conférence-débat intitulée « Les anarchistes à l'épreuve de l'histoire » à 20 h 30 à l'Usine, 102 bd de la Villette (19<sup>e</sup>).

### samedi 30 janvier

**GUERET :** La Fédération anarchiste de la Creuse organise une conférence-débat les anarchistes et la question du travail à partir de 20 heures, à la Maison des associations (salle 2 bis), Braconne.